

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-02

DIRECTEUR

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Plus de richesse Plus de puissance Plus de gloire...

...Oui, mais il faut savoir s'y prendre

Pour donner à la France plus de richesse, plus de puissance et plus de gloire, il faut coordonner les efforts isolés, les soutenir ; il faut seconder l'effort des Syndicats, des Fédérations de Syndicats, de tous les groupements qui s'étaient heureusement constitués au cours de ces dernières années.

Il faut que, dans l'avenir, on laisse faire les particuliers ; qu'on permette aux assemblées locales d'avoir de l'initiative : les Conseils municipaux, les Conseils généraux, les Chambres de commerce, peuvent, en maintes circonstances, donner de précieux avis ; ils doivent être, auprès des pouvoirs publics, des porte-voix ; ils doivent être écoutés, car c'est par eux que l'Etat peut se convaincre de ce qu'il faut faire pour que le Commerce et l'Industrie mènent à bonne fin les buts qu'ils se proposent.

Le Commerce et l'Industrie, ces deux dernières années, ont supporté tout le poids des lois sociales. Le grand commerce, la grande industrie, — et c'est tout à leur honneur, — ont volontiers accepté le principe des lois de solidarité sociale, même quand ils critiquaient certaines dispositions particulières. Mais ils ont tout de même été appelés à constater que, par exemple, les lois sur les accidents du travail, sur le repos hebdomadaire, sur les retraites ouvrières, pour ne citer que celles-là, sont venues augmenter considérablement leurs frais généraux. Par une conséquence toute naturelle, la vie, devenue plus chère, a nécessité un accroissement des salaires. Certaines firmes n'en ont pas moins constitué des œuvres sociales, alors que des impôts violaient, à leur égard, les plus élémentaires principes de la justice fiscale.

Il n'en faut pas plus pour démontrer que, désormais, il faudra agir avec prudence et méthode, si nous ne voulons pas arrêter l'essor économique de notre pays. De nouvelles mesures irraisonnées risqueraient de nous placer dans une situation par trop désavantageuse vis-à-vis de nos concurrents de l'étranger. C'est lorsqu'il s'agit, surtout, de sacrifices financiers, qu'il faudra étudier la répercussion des taxes proposées, de manière qu'elles n'entraînent nullement l'activité d'échange et de production. Nous aurons, après la guerre, trop de raisons d'être reconnaissants à la concentration commerciale et industrielle de notre pays, à cause de ses services aux points de vue du ravitaillement militaire et civil, pour risquer d'arrêter imprudemment ce qui, hier, était notre sauvegarde, et ce qui reste, pour demain, le moyen de résister et de vaincre.

Nous avons fait payer à certains, sans nous préoccuper, le moins du monde, d'augmenter leurs forces contributives. On dépense plus volontiers, quand on gagne davantage. Le concours devra donc être efficace, aussi bien en ce qui concerne les agriculteurs qu'en ce qui concerne les commerçants et les industriels de notre pays. Il faudra que tous les efforts législatifs n'aient jamais d'autre but que de les aider à gagner plus d'argent. Toute manœuvre contraire serait une lourde faute. A celui qui gagne beaucoup, on peut demander une petite part de ses bénéfices ; mais demander une part de bénéfices à celui qui ne gagne rien, ou mieux, qui perd, est un contre-sens. Le Parlement ne s'en est pas toujours souvenu !

L'initiative privée est la source éternelle de notre richesse commerciale et industrielle. Il ne faut donc jamais la paralyser imprudemment, si l'on veut en obtenir les résultats qu'on est toujours en droit d'en attendre. Au lieu de nous engager dans les voies des monopoles multipliés, confiant à l'Etat des attributions toujours plus étendues ; au lieu de nous engager dans des voies difficiles, ce qui est un empiètement dangereux, il vaudrait mieux seconder puissamment les efforts des individus et des Sociétés librement constituées. Loin de créer des monopoles nouveaux, on ferait, certes, beaucoup mieux d'améliorer les monopoles existants en introduisant, dans leur organisme, la souplesse et la liberté qui leur manquent. Les Français, bien à tort, ont tou-

jours eu des illusions. Ils ont imaginé que le rôle de l'Etat, dans la vie économique des nations, était illimité. Nous en avons déjà souffert ; prenons garde de n'en pas mourir. Il ne dépendait pas de l'Etat de refaire un chef-d'œuvre comme la Joconde ; il ne dépend pas davantage de lui de créer la fortune. Il doit simplement ne pas lier les mains à l'artiste et ne pas ligoter le commerçant, le producteur.

Le bien n'est pas toujours facile à faire. Mais, en revanche, le mal se produit à notre insu et en dépit de la meilleure bonne volonté, parfois.

Heotor DEFRANCE.

Informations

L'Agence Primo, qui dirige notre collaboration M. Jacques Landau, vient d'être suspendue pour huit jours.

Nos Cousins d'Amérique

Voilà donc M. Woodrow Wilson, rélu président de la République des Etats-Unis d'Amérique, qu du moins en passe de l'être.

Bientôt, il ne restera plus de cette élection extraordinairement passionnante que le souvenir de la gaffe colossale commise par les grands journaux dont ne s'honore pas la presse française. Nous n'aurons pas la cruauté de rappeler les éloges généralement distribués aux adversaires de M. Wilson. Ce qui étonne, ce n'est d'ailleurs pas que des journalistes irresponsables aient pu commettre de quelconques erreurs. Nous y sommes accoutumés. Mais que la Censure, qui représente la pensée officielle du gouvernement de la République française, ait toléré ce débordement de pensées malséantes, voilà qui déconcerte.

Nos censeurs, et les grands journalistes dont la collaboration dicte au public français ce qu'il doit penser de tous les événements petits et grands, ont une singulière façon de comprendre la diplomatie.

Pour notre part, il nous aurait déplu de commenter d'avance la décision de nos cousins d'Amérique. Il est un peu indélicat de se mêler de ce que fait le voisin. Mais maintenant que tout est fini et qu'un contrôle supplémentaire seul empêche que la décision puisse être considérée comme définitive, il nous est agréable de dire que si nous avions eu à choisir entre les deux candidats, c'est à M. Wilson que seraient allées toutes nos sympathies.

Car vraiment, la presse que vous savez a menti sans vergogne

La vérité, c'est que le conflit européen n'a joué qu'un faible rôle dans l'élection américaine. Les Pro-Germains, dans certains états, ont voté pour M. Wilson, mais dans d'autres, ils ont voté pour M. Hughes.

Les déclarations de M. Hughes en ce qui concerne la guerre européenne n'ont jamais été plus catégoriques que celles de M. Wilson. Elles ne pouvaient pas l'être.

Nous ne parlerons que pour mémoire de M. Roosevelt. Le public européen ne peut pas ignorer qu'il ne fut jamais suivi par ses concitoyens.

La lutte électorale mettait aux prises les deux grands courants qui se heurtent dans toutes les nations du monde : le courant conservateur et le courant réformateur.

M. Hughes représentait le premier ; M. Wilson le second. M. Wilson l'emportant, c'est donc une victoire pour les idées au triomphe desquelles se consacra la grande majorité des Français.

Et puis, il serait vraiment singulier de prétendre dicter éternellement aux neutres leurs décisions et leur volonté. Nous combattons pour que les peuples puissent disposer d'eux-mêmes ; c'est bien le moins que nous leur laissions le droit de trancher eux-mêmes les plus graves questions, sans exercer une pression qui n'est pas sans incidence.

Mais la France et ses alliés luttent pour le droit, pour la liberté du monde, et les neutres eux-mêmes n'auront qu'à se louer de leur victoire.

D'accord. Mais si les neutres ne pensent pas comme vous, laissez-les penser en neutres. C'est leur droit, et votre devoir à vous, démocrates français, c'est de vous incliner devant le peuple dont l'opinion diffère de la vôtre, et de faire taire les sottis, qui cherchent, dans le dictionnaire, les mots les plus riches de notre vocabulaire d'injures, pour en accabler de braves gens, qui font ce qu'ils peuvent, et qui croient faire bien.

Jean GOLDSKY.

LA GUERRE

De Salonique à Gernavoda

Du voyage du général Roques à Salonique on ne sait rien, ou du moins on ne peut rien dire.

La publication de cette nouvelle n'est pas moins intéressante en ce sens qu'elle montre au monde l'importance que la France attache aux combats qui se déroulent dans les Balkans.

Si la Roumanie n'est pas encore tout à fait hors de danger, du moins on peut dire que la promptitude des secours qui lui furent apportés par les Russes lui permet maintenant tous les espoirs.

Dans les Carpathes, s'il est nécessaire qu'elle veuille encore, elle peut compter sur un allié sérieux : l'hiver, qui rendra les monts d'un séjour difficile et découragera le nombre des obstacles que devait déjà surmonter l'armée d'invasion.

En Dobroudja, on a vu comment le général Sakharoff, à la tête des troupes Russo-Roumaines, a pu culbuter l'armée de Mackensen et la ramener jusqu'à proximité de Czernavoda. En même temps, on apprend que l'armée Sarraïl — car vous l'avez peut-être oubliée, il y a toujours une armée Sarraïl — obtient, elle aussi, contre les Bulgares, des résultats sérieux. Ce sont les contingents serbes qui viennent de s'illustrer particulièrement en bousculant leurs ennemis, en les chassant de positions fortement organisées et en leur prenant des canons, des mitrailleurs et six cents prisonniers.

Le communiqué serbe annonce au surplus que les Bulgares ont dû abandonner toute l'artillerie qui se trouvait à Kuk, et que de nombreux obusiers et canons de montagne se trouvent entre les lignes serbes et les lignes bulgares.

Aux dernières nouvelles, les combats continuent avec succès. Pendant ce temps, l'artillerie de la gauche tonne sans relâche, et il est possible que ce ne soit pas seulement une diversion.

Ainsi, de plus en plus, il est démontré qu'un minimum d'action peut enlever à l'ennemi toute possibilité d'offensive. Une action avait des chances de réussite, c'est bien celle qui fut tentée contre la Roumanie. Elle a cependant échoué.

Cela ne manquera pas d'assaillir les cerveaux échauffés qui peuvent demeurer en Allemagne, et ailleurs. Le Chancelier a déclaré solennellement qu'il ne saurait être question de l'annexion de la Belgique. Cette déclaration est encore insuffisante. M. de Bethman-Hollweg, pendant qu'il y était, — et il doit se rendre compte que c'est à peu près le même prix — aurait pu déclarer qu'il ne songeait à aucune annexion.

La Belgique aux Belges, la Serbie aux Serbes, la Pologne aux Polonais ; nous y arriverons. Que dis-je ? Nous y arriverons.

GENERAL N...

SUR TOUS LES FRONTS

LA VICTOIRE SERBE

Nos Alliés se sont emparés du massif de Kuk et ont progressé au nord de Villesola

Nouveaux progrès au nord de Saillisel

Communiqués Officiels

834^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

12 novembre, 15 heures.

Au nord de la Somme, nous avons, au cours de la nuit, réalisé quelques progrès, au nord de Saillisel, ainsi que dans la partie est du village. L'ennemi a violemment bombardé toute cette région.

Au sud de la Somme, après un vij bombardement, les Allemands ont effectué une attaque sur nos tranchées, au sud-est de Bény, l'attaque a été brisée par nos feux dans son ensemble.

Des fractions ennemies, qui avaient réussi à pénétrer dans quelques-uns de nos éléments avancés, en ont été rejetées immédiatement par une vive contre-attaque de nos troupes. Nous avons intégralement maintenu nos positions. La lutte d'artillerie a été particulièrement violente toute la nuit, dans les secteurs Ablancourt-Gomécourt.

Un coup de main effectué par nous sur une tranchée allemande, en face d'Arman-court, a parfaitement réussi.

VOYAGE MINISTERIEL

M. Vandervelde traverse la Manche en avion

Cela, 11 novembre. — Il vient d'atterrir sur l'aérodrome de Calais, un avion venant d'Angleterre et ayant à bord M. Vandervelde, ministre d'Etat Belge.

Celui-ci, qui se trouvait jeudi en Angleterre et désirait assister au conseil des ministres qui, le lendemain, se tenait au Havre, devait embarquer sur la maille Folkestone-Boulogne, lorsqu'il apprit que ce bateau ne prendrait pas la mer.

M. Vandervelde téléphona alors au nerc d'aviation de Douvres ou, immédiatement, l'on mit un pilote à sa disposition.

Après une demi-heure d'une traversée qui, aux dires de M. Vandervelde et de son pilote, fut excellente, le ministre atterrit en notre ville.

Quelques heures après, le leader socialiste prenait le train pour le Havre.

Les Déportés du Nord

Des journaux du matin ont publié une liste des notables du Nord, déportés par les Allemands au camp d'Heizindam. Des indications aussi complètes n'étant pas parvenues jusqu'ici, officiellement, aux administrations intéressées, il n'est pas possible d'attribuer une valeur absolue aux informations qui ont été données de source privée à la presse. — (Havas).

EN ANGLETERRE

Les Economies de guerre

Le National War Saving Committee (Comité national d'économie de guerre) attire l'attention du public anglais sur l'urgence qu'il y a à économiser le viande. Il pour diminuer les frais à pour sauvegarder le cheptel national, il peut permettre une distribution plus équitable et à pour éviter de nouvelles hausses de prix.

la Pologne espère de la guerre présente, ou réalisant le mot d'ordre : « Liberté et indépendance des nations ».

« La création projetée d'un Etat polonais, formé exclusivement des territoires occupés, d'un seul tronçon de la Pologne, non seulement ne répond pas aux vœux des Polonais, mais au contraire confirme le partage de leur patrie. En maintenant la division des forces nationales de la Pologne, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie condamnent à l'impuissance le nouvel Etat et en font l'instrument de leur politique.

« Sans prendre d'engagement défini au sujet des droits et des prérogatives du futur royaume, les Empires du centre acceptent uniquement la dépendance à leur égard.

« Par contre ils exigent que les Polonais leur fournissent une armée.

« Cette armée, subordonnée, en qualité de troupes auxiliaires, aux forces de l'Allemagne et de l'Autriche sera mise au service de leurs desseins. C'est pour défendre une cause qui n'est pas celle de la Pologne qu'elle sera poussée au combat.

« Malgré les dehors sous lesquels les puissances du centre chercheront à masquer cette mesure, son but est manifeste : étouffer les réels des droits des gens. Seuls, les deux Empires en porteront la responsabilité.

« Nous considérons les projets militaires de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie comme gros de désastres pour la Pologne et leur acte politique comme une nouvelle sanction de l'œuvre de partage.

« Signés : Roman Dmowski, Casimir-Maria Dzierzinski-Morawski, Stanislas Filasiewicz, Wencelias Gastrowski, Jean-Jordan Rozadowski, Hippolyte Kowin-Mitewski, prince Joseph de Kozielec-Turza, Sigmond Laskowski, Jean de Modzelewski, Stefan Natanson, Jan Dabrowski, Erasme Diltz, comte André de Plebanski, comte Constantin de Broel-Plater-Jaskowski, Marjory Leszek Tarasiewicz, baron Gustave de Taube, Adam Wozniczki, comte Maurice Zamoycki.

LE CRIME MYSTÉRIEUX DE VINCENNES

Les Assassins sont arrêtés

On vient d'arrêter les auteurs du crime du bois de Vincennes. L'un d'eux, le nommé Maurice Denjey, âgé de 20 ans, demeurant 82, rue de la Prévoyance, à Vincennes, a fait des aveux complets.

Les autres, Maurice Brisson, 18 ans, demeurant 18, rue du Palais-Georget, à Créteil ; Emile Dorian, 18 ans, 30, rue de la Prévoyance, à Vincennes, sont également inculpés d'homocide volontaire sur la personne du jeune Louis Brunot.

Tous les trois sont à la disposition de M. Drouot, juge d'instruction, qui poursuit l'enquête.

AUX HALLES

Arrivages importants ce matin, avec 101.000 kilos de volaille et 130.000 kilos de viande. Les ventes au détail furent également nombreuses, 505 personnes sont venues s'approvisionner après la vente en gros.

La ressource comporta 13.600 kilos de volaille et 23.000 kilos de poisson.

Les Derniers Décrets

La Fermeture à 6 heures

La Fermeture des restaurants et des cafés à 9 h. 1/2

Nous avons reçu de nos lecteurs un grand nombre de lettres à propos de la perturbation que causera, particulièrement à Paris, l'exécution des derniers décrets.

Nous tenons à informer nos lecteurs que nous ne nous désintéressons pas du tout de cette importante question. Nous leur serions même très reconnaissants d'en continuer à nous faire parvenir leurs doléances.

Comme nous l'avons fait pour d'autres questions, nous en retirons l'essentiel, et nous nous efforçons d'obtenir des pouvoirs compétents tous les renseignements que les circonstances, les intérêts particuliers comme les intérêts généraux, nous sembleront exiger.

Les petits commerçants, notamment, ont beaucoup à dire et beaucoup à faire touchant particulièrement, sans qu'il soit certain, qu'en ce qui les concerne, les mesures prises réalisent une économie appréciable.

C'est donc surtout à eux que nous faisons appel pour nous fixer d'une façon précise :

1^o Sur le dommage qui leur serait causé ;

2^o Sur les économies de gaz ou d'électricité que l'application des décrets peut réaliser en ce qui les concerne.

La Femme et les Industries rurales

Sous la présidence de M. Larnaud, ancien de la Faculté de Droit de Paris, président du Comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre, Mlle Louise Zeys, chargée de mission par le ministre de l'Agriculture, a fait aujourd'hui une conférence en la salle de la Société des Ingénieurs civils.

Envisageant les nécessités de l'heure présente et celles de l'après-guerre, la conférencière a démontré la grandeur et l'importance de l'activité rurale en France et la part prépondérante qu'elle a à la femme dans cette branche si indispensable à notre prospérité nationale. Il faut dès à présent et il faudra encore plus après la guerre remédier à la crise de la main-d'œuvre et tout d'abord enrayer la dépopulation des campagnes, causes principales de la vie chère.

La femme pourra se créer de petits revenus par le développement des industries rurales, laiterie, production et utilisation des produits de basse-cour, des fruits, etc.

Mlle Zeys a cité ensuite les mesures prises aux Etats-Unis, en Belgique, dans les pays scandinaves, pour développer l'enseignement agricole, notamment celui de l'économie ménagère et de la laiterie.

Charmant !..

Un sous-préfet voyageait en compagnie d'un officier. — Celui-ci n'aime pas les pékins. — Il donne l'ordre d'arrêter le sous-préfet. — Ce qui fut fait.

On attend une enquête

On pouvait lire récemment dans le Cri de Paris cet écho :

Un sous-préfet voyageait. Il eut une conversation avec un employé du chemin de fer à propos de billet. Il s'expliqua :

— Pardon, comme s'écrit, je regagne ma sous-préfecture.

— Sous-préfet ? Prouvez-le. Avez-vous des papiers ?

— Mais, balbutia le sous-préfet sidéré par l'aspect de ce nouvel adversaire, je viens de dire que je n'avais pas de papiers.

— Très bien, reprit l'officier, vous êtes probablement en état d'insoumission, je vais vous faire arrêter.

— Mais, monsieur, nous allons arriver à ma sous-préfecture et vous verrez bien...

On arrivait en effet à X... Le sous-préfet voulait descendre du compartiment, mais l'officier le précéda, et, appelant deux soldats de service sur le quai :

— Arrêtez cet homme, leur dit-il.

L'ordre fut exécuté et c'est ainsi que M. le sous-préfet fit son entrée dans sa bonne ville entre deux soldats qui le gardaient à vue.

A X... il put établir sa situation et l'affaire n'eut pas d'autre suite.

Vous avez bien lu. « Il y avait dans le compartiment un officier que le physionomie de M. le sous-préfet ne satisfaisait pas. » Il lui trouvait l'air un peu trop jeune, cet homme, et ne lui pardonnait pas de porter un vêtement modeste quand le sien était chamarré de galons.

Or, quand un pékin ne plait pas à un militaire, c'est bien simple : les gendarmes sont là. On a offert le sous-préfet.

Ca lui apprendra à se promener sans uniforme.

Si nous racontions cette histoire maintenant, c'est parce qu'elle comporte tout de même une moralité. Nous avons attendu, espérant que spontanément, les autorités compétentes donneraient à l'affaire l'épilogue normé. Elles n'en ont rien fait.

Devant le silence officiel, il faut bien que nous prenions la parole à notre tour, et que nous disions formellement que nous tenons à savoir.

Si l'histoire est vraie, il est curieux qu'elle ait pu en rester là. Les conseils de guerre ne sont pas faits seulement pour les civils ; l'officier qui outragea pareillement un représentant du gouvernement, méritait de rendre compte de son insolence.

Si l'histoire est fautive, elle a certainement pour but de discréditer l'administration civile. Dans ce cas, c'est la Censure qui a perdu une belle occasion d'intervenir en écopant ce récit stupide d'une aventure inexistante.

Si tout cas, nous prévenons les joyeux messieurs du Bureau de la Presse que, quoiqu'ils disent, nous n'échapperons ni cette citation ni ces commentaires. Nous en avons assez de ces procédés contre les fonctionnaires républicains et contre la presse républicaine. Nous exigeons une enquête contre l'officier si l'histoire est vraie, contre les censeurs responsables si elle ne l'est pas.

Cette enquête, nous l'aurons.

La Bande Noire de la rue du Landy

Frlaroné, Bonnefoy et leurs amis assassinaient pour se faire la main

Dix-sept arrestations

Depuis plusieurs mois, les quartiers de Saint-Denis et Aubervilliers étaient mis en coupe réglée par une bande d'apaches qui se posaient, la nuit, à l'angle des rues, arrêtaient les passants et les dévalisaient.

Il y a environ un mois, les misérables ne s'en tinrent pas là et leur chef, un nommé Marcel Bonnefoy, 21 ans, boulangier, sans domicile connu, égorgé, au coin de la rue du Landy, un honnête ouvrier d'usine, nommé Abarba.

Le corps fut retrouvé, le lendemain, sur le trottoir, par un soldat, Marcel Turquet, qui regagna son cantonnement. Bien qu'il eut la gorge ouverte par un coup de couteau qui l'avait à demi décapité, l'infortuné respire encore. Il fut, avant de mourir, balbutier quelques mots d'après lesquels on crut comprendre que ses agresseurs étaient au nombre de trois. D'autre part, un vois sin avait, la nuit du crime, aperçu de sa fenêtre un individu, chausé d'espadrilles, qui s'enlevait et disparaissait au coin de la rue.

Munis de ce seul indice, les inspecteurs de M. Duranton, chef-adjoint de la Sûreté, se mirent en campagne et ne tardèrent pas à arrêter l'individu nommé Marcel Bonnefoy, qui fit des aveux complets.

UNE ASSOCIATION DE BANDITS

De ces aveux, il semble que l'assassin n'opérait pas seul et qu'il était le chef d'une bande organisée de malfaiteurs.

Chaque jour, le Sûreté recevait de nouvelles plaintes de gens qui avaient été arrêtés la nuit et dévalisés.

Un nommé Jeandel, en particulier, attaqué par une dizaine d'individus, avait été très malmené et avait même reçu des coups de couteau.

Ayant réunis tous les indices, peu nombreux d'ailleurs, que pouvaient fournir les

